

OUTRE-TERRE 46

REVUE EUROPÉENNE DE GÉOPOLITIQUE



L'avenir économique du monde I

L'ESPRIT DU TEMPS

ACADÉMIE EUROPÉENNE DE GÉOPOLITIQUE
ÉDITIONS L'ESPRIT DU TEMPS

Qand les États pensaient (des degrés divers) la mondialisation

Jean-Christophe Defraigne¹

Les cinquante dernières années ont vu la libéralisation croissante des mouvements de capitaux qui avaient été entravés par les États entre la Première Guerre mondiale et les années 1950. Ce phénomène a engendré l'internationalisation des processus de production et une dérégulation financière plus importante. Au fur et à mesure que les coûts de transport comme des télécommunications baissaient (supercontainers, digitalisation des télécoms, Internet) et que les pays en développement s'ouvraient aux investissements directs étrangers (IDE) de manière volontaire (comme Singapour dans les années 1960 ou l'Irlande dans les années 1980) ou contraints par des crises financières (comme le Mexique après la crise de la dette des années 1980), les firmes multinationales des pays les plus avancés ont délocalisé des activités de production intensives en main-d'œuvre et polluantes vers plusieurs parties du monde. Les banques et les entreprises de services, notamment les *utilities* ou les télécoms, ont approfondi leur internationalisation en pénétrant des économies qui limitaient jusqu'alors leur ouverture aux IDE et aux flux financiers. Ces évolutions complexes qu'on a dénommé de manière simplifiée « la mondialisation de l'économie » (alors que cette mondialisation était déjà bien présente avant 1914 sur le plan des IDE et de la finance) se sont accélérées au cours des années 1980 avec l'effondrement de l'URSS et de ses États satellites, l'ouverture commerciale de la Chine et la crise de la dette. C'est l'époque du Consensus de Washington (1989), apogée de la pensée néolibérale en faveur du retrait de l'État dans l'économie.

L'accélération de l'internationalisation des processus de production depuis les années 1990 a créé des réseaux internationaux de production qui s'étendent des pays les plus développés du centre de l'économie mondiale vers les pays de la semi-périphérie. Ces derniers ont vu leurs exportations de biens manufacturés (Asie orientale, Mexique ou encore Turquie) et de services (Inde ou Singapour) croître de manière fulgurante au point d'être qualifiés d'économies émergentes. Mais d'autres pays, notamment la presque totalité de l'Afrique, des parties du Moyen-Orient, de l'Amérique latine et de l'Asie centrale sont restés en dehors de ces réseaux, dans un statut périphérique marqué par l'absence de décollage industriel. Face à la mondialisation de l'économie, contrairement aux lubies ultralibérales des théoriciens éco-

¹ Professeur à l'Institut d'études européennes de l'Université Saint-Louis Bruxelles et professeur invité à la Louvain School of Management

nomiques des *New Classical*s et autres *Chicago boys*, certains États furent tout sauf passifs. Lorsque certaines conditions géographiques, géopolitiques et sociales étaient réalisées, cet interventionnisme se révéla beaucoup plus efficace que le laissez-faire du Consensus de Washington préconisé par certaines instances multilatérales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce) et les gouvernements des pays les plus avancés.

Plusieurs États ont mis en place des conditions favorables pour attirer les IDE et générer des plateformes d'exportation de produits manufacturés et de certains services (informatique, call centers, comptabilité, médicaux). Mais les États les plus imperméables aux sirènes de Washington, ceux que certains ont caractérisé de « développementalistes », ont été beaucoup loin. Ils ne se sont pas contentés de s'insérer passivement dans des réseaux de production hiérarchisés et organisés par les multinationales des pays avancés mais ont poursuivi une politique industrielle active, visant à permettre aux firmes nationales de monter en gamme et de remonter la chaîne de valeur globalisée (*global value chain*). Le Sud-Coréen *Samsung* et le Taïwanais *ACER* ont commencé par jouer un rôle de simples sous-traitants pour des multinationales étrangères. Mais à force de bénéficier de transferts de technologie et de savoir-faire managérial grâce à leur insertion dans les réseaux de production internationaux, ces firmes ont obtenu des tâches plus avancées dans la chaîne de valeur internationale et sont devenues finalement capables d'organiser et de diriger leurs propres réseaux internationaux de production. Cette montée en gamme s'est effectuée avec le soutien actif d'États « développementalistes » plus inspirés par les doctrines de protection de l'industrie nationale dans l'enfance de l'Allemand Friedrich List, et aujourd'hui d'économistes comme Dani Rodrik ou Ha-joon Chang que par le laissez-faire des Britanniques Adam Smith et Ricardo et de leurs successeurs néoclassiques au fondement du Consensus de Washington. La Chine a clairement suivi cette voie.

Ces différentes réactions des États expliquent aujourd'hui la complexité des réseaux internationaux de production et les bouleversements de leurs hiérarchies avec l'émergence de multinationales issues de pays émergents. Il n'y a plus de Nord et de Sud mais un large éventail de niveaux de développement mouvants avec des économies nationales (voire des régions de pays) plus ou moins insérées dans les réseaux internationaux de production et avec des firmes plus ou moins capables de monter en gamme sur le plan de la technologie, du management international et du marketing, se faisant ainsi une place plus stratégique dans la chaîne de valeur globalisée.

Les États les plus avancés, notamment les États-Unis, malgré leur rhétorique de laissez-faire poursuivent également des politiques industrielles, parfois inavouées, pour maintenir leur avance technologique et commerciale dans l'économie mondiale. D'autres États moins avancés, comme le Venezuela de Chávez/Maduro,

peuvent adopter une posture nationaliste hostile au libéralisme mais se retrouvent finalement incapables de poursuivre une politique industrielle, ce qui les cantonne fondamentalement dans un rôle de « pays du Sud » fournisseur de matières premières dans la division internationale du travail.

Ces différences de politique industrielle des États expliquent en grande partie pourquoi des pays connaissent des trajectoires de développement si différentes dans des mêmes régions. Elles sont essentielles pour comprendre que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ne constituent pas un groupe homogène avec des fragilités plus évidentes pour le Brésil que pour la Chine et un retard encore considérable de l'Inde dans l'industrie. Elles permettent de saisir les raisons qui limitent les effets de la crise en Irlande alors que le Portugal, l'Italie ou la Grèce continuent de s'enfoncer.